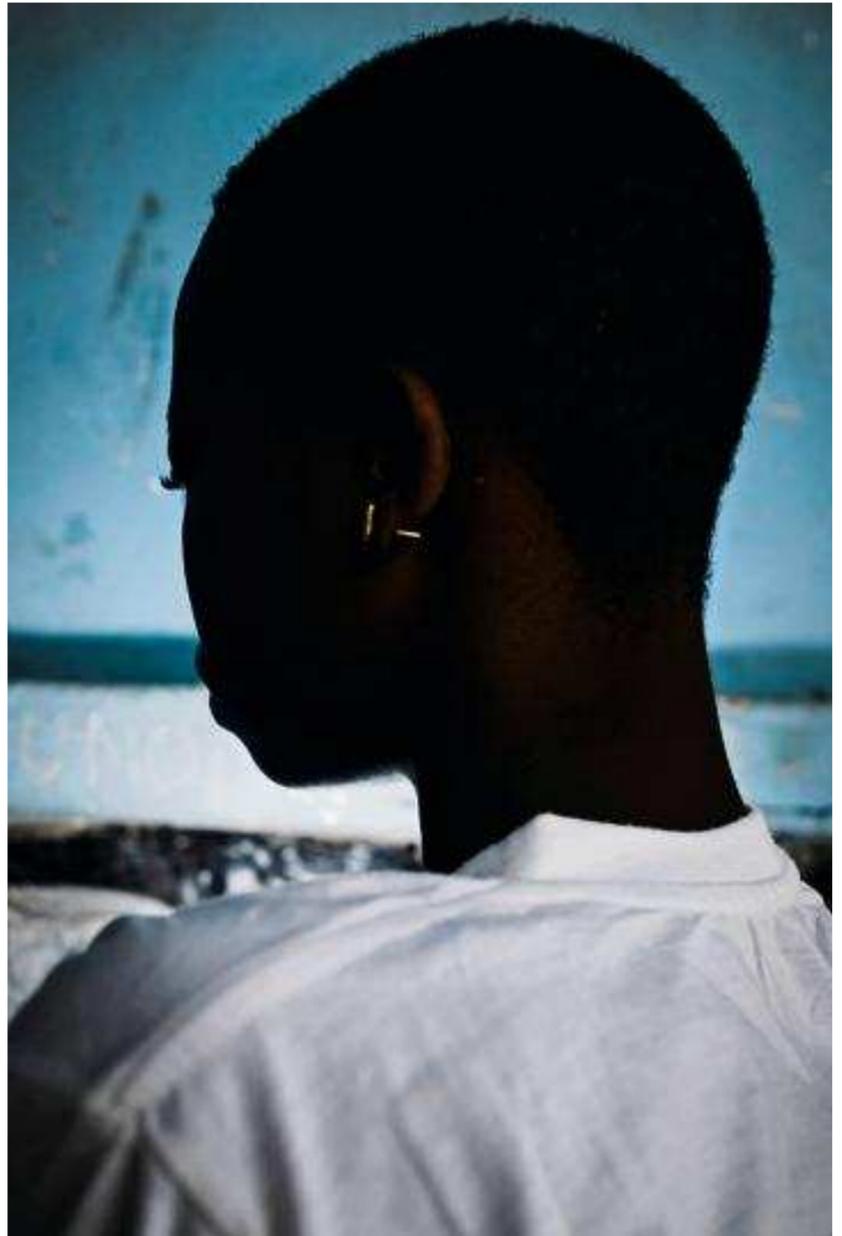


# Congo-Kinshasa

## Furie meurtrière au Kasai

L'insurrection déclenchée en 2016 par la mort du chef traditionnel Kamwina Nsapu a été suivie d'une répression implacable. Massacres, exodes et crise alimentaire ont plongé cette région marginalisée de la République démocratique du Congo dans un conflit sans fin



PIERRE BENETTI  
PROVINCES DU KASAI ET  
DU KASAI-CENTRAL (RDC) - envoyé spécial

Vue du ciel, Kananga ressemble à une grande ville. Plantée au milieu d'immenses plateaux de savane déboisés, cernée de rivières épaisses et boueuses, la capitale de la province du Kasai-Central, au milieu de la République démocratique du Congo (RDC), possède sa gare et son siège du gouvernement, sa large avenue Patrice-Lumumba, sa cathédrale Saint-Clément en brique rouge.

En fait, Kananga consiste en un agrégat de vestiges coloniaux et d'habitats de fortune, où près de un million d'habitants vivent difficilement de la débrouille. En 1960, l'ancienne Luluabourg, bâtie par les Belges sur la rivière Lulua, était pressentie pour être la capitale du Congo devenu indépendant. Aujourd'hui, c'est une enclave inactive, où s'arrêtent peu de voyageurs. Ses commerçants s'approvisionnent à Lubumbashi, la riche capitale du Katanga, à une semaine de train – quand les vieux wagons arrivent à destination. La dernière usine de la ville, une brasserie, a fermé en 2014. Pas de voitures, des marchés dégaris. Peu d'eau et d'électricité. Encore moins de travail. Même le panneau de bienvenue, à l'entrée de la ville, s'est effondré.

### « JOSEPH KABILA NOUS A TRAHIS »

A un carrefour, un jeune homme en chemise blanche, le front couvert d'acné, vend des sodas et des allumettes dans une guérite en bois. Le visage de Paul (son nom a été changé), 21 ans, affiche l'air désœuvré de l'innombrable jeunesse issue de la paysannerie kasaïenne. Il a étudié jusqu'à l'école secondaire, il a même enseigné pendant trois ans, mais l'Etat congolais paie rarement ses fonctionnaires. Afin de parler discrètement, le jeune homme s'assied sur la terrasse d'une maison coloniale vermoulue, où vit le notable sans le sou qui l'héberge. « Mes parents cultivent, dit Paul dans un français hésitant. Ils ont une vie mauvaise. Pour gagner 5 000 francs [moins de 2 euros], il faut passer plusieurs jours dans les champs. Joseph Kabila nous a trahis. »

Aux élections de 2006 et 2011, Joseph Kabila, le président de la RDC, au pouvoir depuis 2001, a recueilli ses plus mauvais scores ici, dans ce Grand Kasai divisé en cinq provinces, où l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le principal parti d'opposition fondé par Etienne Tshisekedi, l'enfant du pays décédé en février 2017, compte de nombreux militants. La population de l'arrière-

pays n'a jamais senti les bénéfices de l'exploitation des mines de diamant, première source de devises du pays jusque dans les années 2000. La chute de l'activité a poussé des milliers de jeunes, semblables à Paul, vers Kinshasa, la capitale.

Le sentiment de détresse sociale et l'opposition au régime de Kabila ne sont pas propres aux Kasaïens. C'est peut-être même ce qui unit le plus les 80 millions d'habitants de la RDC, cet immense pays qui se délite à petit feu dans une crise générale devenue ordinaire, et dont personne ne perçoit la fin. L'incertitude a été renforcée par le report de l'élection, qui a maintenu Joseph Kabila au pouvoir en dépit du terme de ce qui devait être son second et ultime mandat, le 19 décembre 2016. Pour le voir partir, l'UDPS espère toujours l'organisation d'un scrutin pour l'instant prévu... le 23 décembre 2018. Au mirage électoral, d'autres, comme Paul, ont préféré les armes.

Parmi les nombreuses régions marginalisées par Kinshasa, le Kasai s'est distingué en entrant, à partir de l'été 2016, dans une violente révolte contre l'Etat-parti de Kabila. Alors que les manifestations demeurent interdites dans les grandes villes, le rapport de force s'est installé dans les campagnes. Cette vaste insurrection populaire est née d'un conflit assez ordinaire en RDC : un chef coutumier, Kamwina Nsapu, n'était pas reconnu par les autorités. « Le régime voulait mettre la main sur le vote des Kasaïens et sur l'influence de Kamwina Nsapu, mais ce chef avait un esprit d'indépendance », raconte un proche, qui souhaite rester anonyme. Des habitants, de plus en plus nombreux, de son territoire de Dibaya, puis de toute la région, ont suivi ses diatribes contre la remise en question de la coutume, mais aussi contre le racket quotidien de la population par les différents services de l'Etat. La tshiota, le « feu » autour duquel les chefs coutumiers du Kasai règlent les conflits locaux, est devenue un lieu de meetings politiques. Tous les Luba du Kasai, vaste ensemble de populations kasaïennes parlant la langue tshiluba, ont été appelés à s'unir contre l'Etat, assimilé à une puissance étrangère tenue par des responsables issus des provinces de l'Est.

A 800 kilomètres de là, sur les hauteurs huppées de Kinshasa, un homme, reclus dans sa villa, insiste sur les tentatives de négociations qui ont eu lieu avec le chef en colère. A l'époque, Alex Kande, 67 ans, était encore gouverneur du Kasai-Central. Rappelé par Joseph Kabila, il a été ciblé par des sanctions européennes et destitué par son Assemblée (en octobre 2017), qui l'accuse de détournements d'argent public. Alex Kande souhaite

avant tout se défendre d'avoir attisé la colère de Kamwina Nsapu. « Ce chef était décidé à en découdre, dit-il. Avec le recul, je réalise que ce conflit était surtout lié à l'agenda politique national. » Aucun notable de Kananga n'a réussi à réconcilier les deux camps. Jusqu'à l'élimination du chef Kamwina Nsapu par les forces de sécurité, le 12 août 2016.

C'est alors la première fois que Paul rencontre d'autres colères que la sienne. Il ne croit pas au décès de Kamwina Nsapu, dont le corps n'a pas été inhumé publiquement. Pendant un an, toute une partie de l'arrière-pays rural du Kasai, constituée en milices dont on connaît encore mal les hiérarchies et le fonctionnement, s'est levée comme un seul homme pour venger l'esprit du mort blasphémé – fait sans précédent, ses « fêtes » ont été profanés. « Kamwina Nsapu nous dirigeait, même s'il n'était pas présent physiquement, explique le jeune homme. Il nous a dit de chasser Kabila du pouvoir. »

En septembre 2016, un ami a convaincu Paul de rejoindre ce qu'il appelle d'un air grave « le mouvement » ou « les éléments ». Pour les autorités, ce sont des « terroristes ». Il se rend à une tshiota, où un cueilleur de noix de palme, au cours d'une cérémonie, administre des drogues en poudre et de l'alcool de maïs à la foule. A partir de ce « baptême », Paul, surnommé « l'Apôtre », a intégré la milice : deux cents jeunes, affirme-t-il, parmi lesquels des filles et des enfants, armés de machettes, de bâtons, de couteaux et de vieux fusils calibre 12.

### « ON JETAIT DES GENS DANS LA RIVIÈRE »

Ces bandes ont essayé et circulé sur plusieurs centaines de kilomètres, attaquant tout ce qui ressemblait de près ou de loin à l'Etat : bureaux des administrations, mais aussi le peu d'écoles et de centres de santé encore en activité dans la région ; fonctionnaires ou partisans de Joseph Kabila, mais aussi chefs coutumiers réfractaires. Les victimes ont été le plus souvent décapitées. Pas d'enterrement ni de période de deuil, car leurs restes servaient de « trophées » aux *balumba mvita* (« hommes de guerre », en tshiluba). « On installait des barrières sur les routes, on attaquait les policiers et les militaires, mais on laissait la population sauve, insiste Paul, avant un silence. J'ai participé à beaucoup de batailles. Je ne sais pas combien de personnes j'ai tuées : peut-être vingt par jour. »

La bande écuma la région pendant six mois, le plus souvent pieds nus. L'ami qui a mené Paul au « baptême » est tué dans un affrontement. A Nganza, une commune de Kananga contrôlée plusieurs semaines par les miliciens, Paul déroba une kalachnikov

sur le cadavre d'un militaire. En mars 2017, il atteint les abords de Tshikapa, dans la province voisine du Kasai, à 200 kilomètres à l'ouest de Kananga. Après, c'est Kikwit, puis Kinshasa, le cœur du pouvoir congolais. En face, la débandade de la police est telle que le président décrète, le 9 mars, une « zone opérationnelle spéciale » pour l'armée. Même si les autorités n'ont jamais prononcé le mot de « guerre », les opérations sont censées « pacifier » le Kasai. Depuis, les Nations unies ont recensé au moins 89 fosses communes dans la région. Le bilan de l'Eglise catholique congolaise et d'un collectif d'ONG locales fait état d'au moins 5 000 morts. Quant au gouvernement, un an après le début des violences, il reconnaît le chiffre de 1500 personnes tuées.

D'autres miliciens étaient arrivés à Tshikapa avant Paul. Assis au milieu des broussailles qui entourent le centre de santé Ditekemena, à la sortie de Tshikapa, un médecin se rappelle « la bataille du 4 décembre ». Il préfère la raconter sous le sceau de l'anonymat, « car, au Kasai, la terreur se poursuit ». « C'était le début de nos événements malheureux, dit-il. Les gens fuyaient vers l'hôpital. Les militaires cherchaient les miliciens partout, y compris ici. On tirait à bout portant. On jetait des gens dans la rivière. Certains, en fuyant, tombaient dans les trous de mines de diamants. Il y avait des cadavres sur les routes. Moi, je voulais soigner tout le monde. J'ai réussi à faire une césarienne, mais la femme a fui avec son bébé le jour de son accouchement. »

Un an après la bataille, une foule de patients remplit la cour, les marches, les couloirs de l'établissement. L'eau de Javel peine à couvrir les odeurs écœurantes. Tshenda Kazali, une marchande de 44 ans, est assise sur un lit de ferraille, dans le coin d'une chambre nue. « Dans notre village, Kabumba, tout a été perdu, dit-elle. Les boutiques, les champs, les mines de diamants, les moulins à manioc. Ils étaient une quinzaine de miliciens. Les militaires en ont tué neuf et les ont enterrés sur place. J'en connaissais sept parmi eux. » Le bout de son bras droit est bandé de sparadrap et de compresses. Fracturé par une balle, il a été amputé hier. A l'hôpital de Ditekemena, il n'y a pas d'autre moyen pour lutter contre la gangrène.

A Kabumba, la « guerre des Kamwina Nsapu » a pris la forme d'une jacquerie visant les partisans et profiteurs du système. « Il y avait beaucoup de rancunes, dit Tshenda Kazali avec regret. Ils accusaient notre famille d'être dans les affaires de l'Etat, d'avoir de l'argent grâce à la politique. Tous les hommes qui travaillaient pour le régime étaient menacés. » Parmi eux, son père, qui fut administrateur, et son frère, candidat aux élections

AUX ÉLECTIONS  
DE 2006 ET 2011,  
JOSEPH KABILA,  
LE PRÉSIDENT  
DE LA RDC,  
AU POUVOIR  
DEPUIS 2001,  
A RECUEILLI SES  
PLUS MAUVAIS  
SCORES DANS  
LA GRANDE RÉGION  
DU KASAI